

18 JANVIER 2014

# CONGRÈS

DU MOUVEMENT DÉMOCRATE

**-PARIS 2014-**

# EUROPE

ORIENTATIONS

- MARIELLE DE SARNEZ -



# EUROPE

## ORIENTATIONS

Les élections européennes de 2014 vont intervenir dans un climat de doute et d'insatisfaction à l'égard de l'idée européenne.

L'Europe va mal. C'est la conséquence tout à la fois d'une mauvaise conjoncture économique et d'un chômage en forte progression au sein de l'UE, d'une absence de réformes structurelles de fond, tout particulièrement en France, d'un manque de réactivité comme de vision politique de long terme chez les gouvernants européens, d'une absence de lisibilité de nos institutions, d'un excès de zèle de l'UE en matière de réglementation conjugué à une quasi absence sur les grands sujets d'avenir, comme par exemple la politique industrielle. Ajoutons enfin que l'Europe souffre d'un vrai déficit démocratique, les citoyens n'ayant absolument pas le sentiment qu'ils pèsent en quoi que ce soit dans les politiques suivies, et que, de surcroît, elle est depuis des décennies, le bouc émissaire rêvé et bien pratique de toutes les insuffisances et lâchetés des gouvernants nationaux.

Et pourtant, nous le savons avec certitude, **seule une Europe unie pourra peser demain dans un monde globalisé et en perpétuelle transformation.** Seule une Europe unie sera en mesure de créer sa propre croissance, de préserver son modèle social, le plus avancé de la planète, et d'assurer sa sécurité, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Sans une Europe organisée, unie et démocratisée, nous subirions les évolutions du monde et nous n'aurions aucune prise sur elles.

Si l'Europe veut défendre son modèle, ses valeurs, et ses intérêts, **il faut mutualiser les moyens, et partager les décisions pour créer une souveraineté commune.**

Aucun des sujets vitaux pour notre avenir, l'amélioration de notre situation économique et sociale, la régulation des marchés financiers, la lutte contre tous les dumpings productifs, monétaires, fiscaux, sociaux, environnementaux, la création d'infrastructures européennes de transports, d'énergie, de télécommunications, de recherche, la mise en œuvre d'une vraie politique industrielle, la défense de nos intérêts commerciaux, ne pourra trouver de réponse efficace isolément.

Face à la force de frappe du Russe Gazprom, de l'américain Google ou du photovoltaïque chinois, c'est en rassemblant nos forces que nous garderons la maîtrise de notre destin.

Pour nous, le choix européen est donc un choix de souveraineté.

**C'est à une refondation de l'Europe que nous, les européens, appelons.** C'est la seule réponse crédible à apporter à tous les populistes, à tous les démagogues, qui ne cessent d'entretenir les peuples européens dans de fausses promesses.

\* \*

\*

Les citoyens ne voient plus ce que sont les priorités de l'Union. **Nous proposons d'appliquer effectivement le principe de subsidiarité en rétrocédant un certain nombre de compétences aux États et aux territoires pour se recentrer sur les grands défis d'un monde en complète "révolution" :** croissance, emploi, lutte contre le réchauffement planétaire, politique étrangère et de défense, gestion des flux migratoires.

# EUROPE

## ORIENTATIONS

Voilà le premier défi que l'UE et ses dirigeants doivent relever. L'Europe doit cesser de règlementer à tout va sur une multitude de "petits" sujets de la vie quotidienne, et concentrer ses efforts sur l'essentiel.

### **1/ POUR UNE EUROPE AU SERVICE DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI**

La priorité des priorités est **l'intégration politique de la zone euro**. Nous avons une monnaie unique mais il nous faut aller plus loin. Dans la perspective d'une Europe à plusieurs cercles, nous voulons constituer un premier cercle intégrant les Etats membres de la zone euro.

**La zone euro a un besoin urgent d'une politique économique, sociale, budgétaire et fiscale commune, indispensable à la pérennité d'une monnaie unique et au développement d'une Union politique.** Cette politique doit être définie par l'Eurogroupe et conduite par un président, en charge à temps plein et n'exerçant pas de fonction nationale.

La zone euro doit disposer d'une série de nouveaux outils. Nous proposons ainsi:

- ❖ **La création d'un budget de la zone euro** dédié au soutien de l'activité économique, et donc principalement dirigé vers l'investissement par exemple dans les secteurs d'avenir tels que l'énergie, l'environnement, la santé, les nouvelles technologies, financé par une ressource propre (nous avons proposé que ce soit l'impôt sur les sociétés).
- ❖ **La création d'euro-bonds** mutualisés sur une partie de la dette et de « **project bonds** » permettant de financer les grandes infrastructures notamment.
- ❖ **Un changement de statut de la BCE** afin qu'au critère de lutte contre l'inflation s'ajoute un critère de promotion de la croissance et de l'emploi.
- ❖ **Accélérer le calendrier vers la mise en oeuvre d'une véritable Union bancaire**, avec des dispositifs pérennes et solidaires pour garantir la solidité des établissements financiers et la protection des épargnants.
- ❖ **Une réforme de la politique fiscale européenne** afin que les impôts sur les sociétés et sur le revenu harmonisés. Ce sont en effet les disparités entre les taux d'IS et d'IRPP qui conduisent à l'évasion et au dumping fiscal. Il faut par ailleurs mener une lutte résolue contre la fraude fiscale aux plans européen et mondial.
- ❖ **Une convergence sociale progressive par le haut** permettant de faire disparaître par étapes le dumping social. Cela passe par l'instauration de critères communs conduisant à l'établissement d'un salaire minimum, à une convergence sur les charges sociales, et sur les règles d'indemnisation du chômage. Dans le cadre de la libre circulation des travailleurs, il faut compléter l'actuelle carte européenne de sécurité sociale par un système de portage des droits sociaux entre États-membres. Un salarié pourrait ainsi bénéficier automatiquement dans son propre pays des droits acquis dans l'État membre où il a été détaché et aura payé ses cotisations.

# EUROPE

## ORIENTATIONS

- ❖ **Une politique commune en matière d'industrie et de recherche**, passant par un assouplissement des règles européennes de concurrence et d'aides d'Etat afin de permettre l'émergence de champions industriels européens dans les secteurs d'avenir de l'économie verte et numérique.
- ❖ **La transition vers une économie verte**. On ne peut plus donner la priorité aux énergies fossiles pour notre développement économique. Nous devons donc aller vers une production efficace d'énergies renouvelables et investir dans l'interconnexion des réseaux que nécessitent ces technologies ainsi qu'entreprendre des recherches sur le stockage de l'électricité.
- ❖ **Un Small Business Act européen**. Il faut créer des règles spécifiques pour les PME, les entrepreneurs et artisans afin de faciliter leur accès au crédit et aux marchés publics.
- ❖ **La poursuite de la politique de réduction des inégalités régionales**, en concentrant davantage la politique structurelle sur les zones urbaines défavorisées qui deviennent un problème global des grandes villes à l'échelle européenne.
- ❖ **Une réforme de la Politique Agricole Commune**. Tout en maintenant la priorité donnée à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire ainsi qu'à l'exportation, la PAC doit participer au développement rural et à l'aménagement du territoire. Les régimes d'aides doivent être rééquilibrés pour permettre le maintien de petites exploitations familiales tournées vers une agriculture respectueuse de l'environnement et soucieuse de qualité.
- ❖ **Une politique commerciale européenne offensive**. L'Europe doit parler d'une seule voix face aux pays émergents au sein de l'OMC comme au G20. Le principe de réciprocité doit s'appliquer dans les accords de libre-échange, notamment dans le secteur des marchés publics, et nos instruments de défense commerciale doivent être renforcés. Les intérêts des européens doivent être défendus dans les négociations commerciales, comme les intérêts américains le sont aux Etats-Unis. Il importe aussi que nos concurrents respectent des normes sociales et environnementales communes ("fair trade"). Un label obligatoire "Fabriqué en Europe" pourrait enfin garantir aux consommateurs européens le respect de ces normes pour la fabrication des produits.

## 2/ UNE VÉRITABLE POLITIQUE COMMUNE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA DÉFENSE

Le Haut Représentant de l'UE doit être une personnalité reconnue au niveau mondial, incarnant une politique cohérente et visible en ce qui concerne les Affaires étrangères, la défense, le développement durable.

Les priorités de la future politique étrangère européenne doivent être l'aide humanitaire, la mise en commun de nos services diplomatiques à travers le monde et le renforcement de la politique de voisinage avec les pays du partenariat oriental et méditerranéen, gage de démocratisation et de prospérité. Il faut un **grand plan de partenariat gagnant-gagnant entre l'UE et l'Afrique et les pays du sud de la Méditerranée**.

# EUROPE

## ORIENTATIONS

L'Europe doit repenser ses relations économiques et sa stratégie de développement avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen. Le développement économique de l'Afrique et de l'Europe sont liés, les deux continents ont tous deux intérêt à relancer leur partenariat. **Nous devons jeter les bases d'un nouveau co-développement, qui prenne la forme d'une véritable coopération entre les deux continents.**

Une politique de sécurité commune est un impératif face aux menaces majeures que constituent notamment les différentes formes de terrorisme et la cybercriminalité. Il faut que les Européens mutualisent leurs moyens opérationnels dans le domaine militaire, mais aussi de la Sécurité civile afin de faire des économies d'échelle et de regagner en efficacité.

L'Europe ne peut pas rester isolée du reste du monde. Étudiants et travailleurs extra-communautaires ont naturellement leur rôle à jouer dans nos sociétés occidentales.

Mais cependant il faut une politique d'immigration européenne qui permette de réguler les flux migratoires dus à la pauvreté ou aux conflits touchant en particulier l'Afrique ou le Moyen-Orient. Nous devons aussi mener un combat juste et efficace contre les drames nés de l'immigration illégale.

Les dispositifs Schengen doivent absolument être renforcés. Sur base de l'acquis de Frontex et d'Eurosur, l'UE doit se doter d'une police de l'air et des frontières et d'un corps européen de garde-côtes en charge de la surveillance des frontières terrestres, maritimes et aériennes de l'Union. Les moyens existant des Etats membres doivent être redéployés à cet effet et la coopération transfrontalière encouragée entre services concernés.

Concernant le droit d'asile, il convient d'évaluer la capacité d'accueil des différents États membres afin de veiller à une répartition plus équitable et solidaire des efforts des uns et des autres. Les procédures doivent être accélérées afin que les candidats non admis au statut de réfugiés soient rapidement fixés sur leur sort.

### 3/ POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

Nous voulons :

- ❖ **Un seul président de l'Union élu par un Congrès** composé des députés européens et de représentants des parlements nationaux. Une première étape vers une élection du Président au suffrage universel.
- ❖ Promouvoir l'Initiative citoyenne pour faire émerger une véritable **e-démocratie participative européenne**. Une forme de communication interactive par internet avec les citoyens pourrait être expérimentée, préalable à l'émergence d'une véritable e-démocratie participative européenne.
- ❖ **Des séances du Conseil européen publiques**, et non plus à huis clos, ce qui obligera les Chefs d'Etat et de gouvernement à assumer publiquement leurs positions.
- ❖ **Le vote à la majorité qualifiée du Conseil sur les questions fiscales**, et non plus à l'unanimité.

# EUROPE

## ORIENTATIONS

- ❖ **Un renforcement des pouvoirs du Parlement européen** avec l'instauration d'un droit d'initiative législative.
- ❖ **La création d'une circonscription européenne pour l'élection de 10% des membres** du Parlement Européen.
- ❖ **Une relance européenne de la mobilité**, en particulier des jeunes, pour qu'enfin Erasmus soit accessible à tous.
- ❖ **La création d'un service civique européen.**
- ❖ **La défense intransigeante des libertés individuelles et de la liberté de la presse** par les institutions de l'UE.
- ❖ **La lutte contre toutes les formes de discriminations.** Les écarts, par exemple salariaux ou dans l'accès aux responsabilités, entre hommes et femmes doivent cesser, de même que les violences liées à l'orientation sexuelle.
- ❖ **La promotion des diversités culturelles**, qui sont la richesse de notre continent, de notre histoire, de nos identités.

\* \*

\*

Nous, les Européens de conviction, porterons le combat majeur du siècle.

Ou bien l'Europe rassemblée, décidée, et proche des citoyens, défendra nos raisons de vivre et les conditions nécessaires à notre développement durable et équilibré, ou bien notre modèle, nos valeurs, nos raisons d'être, feront l'expérience de l'effacement et du déclin.

Voilà l'enjeu.

Il est vital pour la France et pour l'Europe. Et il est crucial pour le monde.

Marielle de Sarnez,  
Députée européenne  
Secrétaire générale du Parti Démocrate Européen